



## CHAPITRE 55

Loi modifiant la Loi des cités et villes

[Sanctionnée le 1<sup>er</sup> décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 193, aa. 54a, 54b, aj. **1.** La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifiée en insérant, après l'article 54, les suivants:

Maire suppléant. « **54a.** Tous les quatre mois, le conseil désigne un conseiller comme maire suppléant.

Pouvoirs. Le maire suppléant possède et exerce les pouvoirs du maire lorsque celui-ci est absent de la municipalité ou est empêché de remplir les devoirs de sa charge.

Vacance à la charge de maire. « **54b.** S'il y a vacance à la charge de maire, le maire suppléant, d'office, remplit cette charge tant que dure la vacance. »

S.R., c. 193, a. 56, remp. **2.** L'article 56 de ladite loi, remplacé par l'article 22 du chapitre 55 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

Remplacement du maire par le conseil. « **56.** Lorsque la charge de maire devient vacante plus de six mois avant l'élection générale fixée par l'article 173, le conseil peut, dans les quinze jours qui suivent la vacance, élire une personne ayant les qualités requises par l'article 122 pour remplir la fonction de maire pendant le reste du mandat. Cette élection se fait au scrutin secret et le greffier proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des conseillers présents.

## CHAPTER 55

An Act to amend the Cities and Towns Act

[Assented to 1st December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** The Cities and Towns Act (Revised R.S., c. 193, ss. 54a, 54b, added. Statutes, 1964, chapter 193) is amended by inserting after section 54 the following:

« **54a.** The council shall appoint a Acting councillor as acting mayor every four months. mayor.

The acting mayor shall have and exercise the powers of the mayor when the mayor is absent from the municipality or unable to perform the duties of his office. Powers.

« **54b.** If the office of mayor becomes Vacancy vacant, the acting mayor shall fill such in office office *ex officio* while the vacancy lasts. of mayor.

**2.** Section 56 of the said act, replaced R.S., c. 193, s. 56, replaced. by section 22 of chapter 55 of the statutes of 1968, is again replaced by the following:

« **56.** When the office of mayor becomes Replacement of mayor by council. vacant more than six months before the general election fixed by section 173, the council may, within fifteen days after the vacancy occurs, elect a person who has the qualifications required by section 122 to hold the office of mayor for the remainder of the term. Such election shall be by secret ballot and the clerk shall proclaim elected the person who obtains a majority of the votes of the councillors present. The

L'acceptation de la charge de maire par un conseiller met fin à son mandat à ce dernier titre.

Élection si vacance non remplie.

Si le conseil ne remplit pas la vacance dans le délai prévu à l'alinéa précédent, le président d'élection doit, dans les huit jours de l'expiration de ce délai, entreprendre les procédures d'une élection en donnant l'avis prévu à l'article 179. Cette élection doit être conduite à tous égards comme une élection générale, sous réserve, quant à la liste électorale, de l'article 160a. »

S.R., c. 193, aa. 57, 58, ab.

**3.** Les articles 57 et 58 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 61, mod.

**4.** L'article 61 de ladite loi, remplacé par l'article 23 du chapitre 55 des lois de 1968, est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant :

Remplacement de conseiller par le conseil.

« **61. 1.** Lorsque le mandat d'un conseiller expire plus de six mois avant l'élection générale fixée par l'article 173, le conseil peut, dans les quinze jours qui suivent la vacance, élire une personne ayant les qualités requises par l'article 122 pour remplir la charge de conseiller pendant le reste du mandat. Cette élection se fait au scrutin secret et le greffier proclame élue la personne qui obtient la majorité des votes des membres du conseil présents.

Disposition applicable.

Si le conseil ne remplit pas la vacance dans le délai prévu à l'alinéa précédent, le deuxième alinéa de l'article 56 s'applique. »

S.R., c. 193, a. 61a, aj.

**5.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 61, le suivant :

Vacance six mois avant élection.

« **61a.** Lorsque la charge de maire ou de conseiller devient vacante dans les six mois qui précèdent l'élection générale fixée par l'article 173, le conseil peut élire une personne ayant les qualités requises par l'article 122 pour remplir la charge de maire ou de conseiller. »

S.R., c. 193, a. 527, remp.

**6.** L'article 527 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 53 des lois de 1968 et par l'article 25 du chapitre 55 des lois de 1969, est remplacé par le suivant :

acceptance by a councillor of the office of mayor shall end his term of office as a councillor.

If the council does not fill the vacancy within the delay provided for in the preceding paragraph, the returning officer must, within eight days after the expiry of such delay, begin election proceedings by giving the notice provided for in section 179. Such election must be conducted in the same manner, in all respects, as a general election, subject to section 160a as regards the electoral list."

Notice of election when vacancy not filled.

**3.** Sections 57 and 58 of the said act are repealed.

R.S., c. 193, ss. 57, 58, replaced.

**4.** Section 61 of the said act, replaced by section 23 of chapter 55 of the statutes of 1968, is amended by replacing subsection 1 by the following :

Id., s. 61, am.

« **61. (1)** When the term of office of a councillor expires more than six months before the general election fixed by section 173, the council may, within fifteen days following the vacancy, elect a person who has the qualifications required by section 122 to fill the office of councillor for the remainder of the term. Such election shall be by secret ballot and the clerk shall proclaim elected the person who obtains a majority of the votes of the members of the council present.

Replacement of councillor by council.

If the council does not fill the vacancy within the delay provided for in the preceding paragraph, the second paragraph of section 56 shall apply."

Provision to apply.

**5.** The said act is amended by inserting after section 61 the following :

R.S., c. 193, s. 61a, added.

« **61a.** When the office of mayor or councillor becomes vacant within the six months preceding the general election fixed under section 173, the council may elect a person who has the qualifications required by section 122 to fill the office of mayor or councillor."

Filling vacancies before general election.

**6.** Section 527 of the said act, amended by section 4 of chapter 53 of the statutes of 1968 and by section 25 of chapter 55 of the statutes of 1969, is replaced by the following :

R.S., c. 193, s. 527, replaced.

Imposition de taxe d'affaires.

« 527. Au lieu des droits annuels ou taxes visés à l'article 526, le conseil peut imposer et prélever sur toutes les catégories ou classes de commerces ou occupations visés à cet article ou sur certaines d'entre elles une taxe d'affaires dont le taux ne peut excéder 10% de la valeur annuelle, d'après le rôle d'évaluation, des immeubles ou parties d'immeubles dans lesquels s'exercent ces commerces ou occupations.

Limite lorsque imposée sur certaines catégories.

Si cette taxe est imposée sur certaines catégories ou classes seulement, le montant exigible d'une même personne ne peut excéder cinq mille dollars pour chaque immeuble ou partie d'immeuble où s'exerce le commerce ou l'occupation.

Id., toutes catégories.

Par contre, si elle est imposée sur toutes les catégories ou classes, le taux maximum qui peut être établi est celui obtenu en divisant 25% du montant des taxes, licences, permis et compensations imposés par règlement ou résolution du conseil et inscrits au rapport de la dernière année financière pour laquelle les comptes de la municipalité ont fait l'objet d'une vérification en vertu de l'article 104 par la valeur annuelle des immeubles mentionnés au premier alinéa, le taux ne devant toutefois jamais dépasser 10%; cependant, le montant total exigible, dans ce cas, d'une même personne ne peut excéder 10% du montant produit en multipliant le montant total des valeurs annuelles par le taux établi par le conseil.

Remplacement.

La taxe d'affaires imposée en vertu du présent article tient lieu des droits annuels ou taxes visés à l'article 526 pour les catégories ou classes qui y sont assujetties, les autres demeurant sujettes aux droits annuels ou taxes visés à cet article 526. »

S.R., c. 193, a. 608, mod.

7. L'article 608 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les cinq dernières lignes du deuxième alinéa, les mots « ; dans le cas de biens propres appartenant à une femme commune ou séparée de biens, la femme autorisée par son mari, ou s'il est absent ou interdit, ou refuse, autorisée par le juge ».

Entrée en vigueur.

8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

“527. Instead of the annual dues or taxes contemplated in section 526, the council may impose and levy on all or some of the categories or classes of trades or occupations contemplated in such section a business tax the rate of which shall not exceed 10% of the annual value, according to the valuation roll, of the immovables or parts of immovables in which such trades or occupations are carried on.

Business tax authorized.

If such tax is imposed on only some of such categories or classes, the amount exigible from the same person shall not exceed five thousand dollars for each immovable or part of an immovable in which the trade or occupation is carried on.

Limit when certain classes levied.

Nevertheless, if it is imposed on all the categories or classes, the maximum rate which may be fixed is that obtained by dividing 25% of the amount of the taxes, licenses, permits and compensation imposed by by-law or resolution of the council and entered in the report for the last fiscal year for which the accounts of the municipality were audited under section 104 by the annual value of the immovables mentioned in the first paragraph; the rate, however, shall never exceed 10%; nevertheless, the total amount exigible from the same person in this case shall not exceed 10% of the amount obtained by multiplying the total amount of the annual values by the rate fixed by the council.

Id., when all classes levied.

The business tax imposed under this section shall replace the annual dues or taxes contemplated in section 526 as regards the categories or classes subject thereto; the others shall remain subject to the annual dues or taxes contemplated in such section 526.”

Replacement.

7. Section 608 of the said act is amended by striking out the words “—in case of the private property of the wife common as to property or separated as to property, the wife authorized by her husband, or, if he be absent or interdicted or refuses, by the judge,—” in the fourth, fifth, sixth, seventh, eighth and ninth lines of the second paragraph.

R.S., c. 193, s. 608, am.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force